



REGERINGSKANSLIET

Ministère des Affaires Étrangères

*Direction Presse et Information*

Sous réserve de modifications

NE PAS PUBLIER AVANT  
MARDI 18 SEPTEMBRE 14 H

*(Traduction non officielle)*

Déclaration de politique générale du Gouvernement  
présentée le mardi 18 septembre 2001 devant le Riksdag  
par M. Göran Persson, Premier ministre

---

La journée avait commencé comme n'importe quelle autre journée.

Les gens se sont réveillés dans les banlieues, se sont habillés, ont pris leur petit déjeuner. Les parents ont accompagné leurs enfants à l'école. Les trains de banlieue et le métro étaient bondés.

Les gratte-ciel de Manhattan baignaient dans une douce lumière de fin d'été. Quelques milliers de New-Yorkais ont pris l'ascenseur pour leurs bureaux du World Trade Center.

C'était le 11 septembre 2001, une semaine jour pour jour.

Majestés,  
Altesses Royales,  
Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les députés,

Les actes de terrorisme commis aux États-Unis ont été un coup porté à chacun d'entre nous.

Nous voulons construire un monde de démocratie et d'ouverture, dans lequel nous puissions aimer et vivre ensemble, dans le respect et la compréhension mutuels.

Nous voulons pouvoir voyager librement, voir d'autres pays et d'autres cultures, échanger des expériences et des connaissances, nouer des contacts et des liens d'amitié par-delà les frontières.

Ces actes de terrorisme nous ont cruellement rappelé combien la société ouverte est vulnérable. Ils nous rappellent combien la démocratie est vulnérable lorsqu'elle est confrontée à des forces prêtes à défier ce qui en est le cœur même – la valeur inaliénable de l'être humain.

Si la démocratie ne parvient pas à mettre un terme au terrorisme, c'est le terrorisme qui mettra un terme à la démocratie.

Toutes les forces démocratiques du monde doivent maintenant faire front commun dans la lutte contre le terrorisme.

Nous devons nous rassembler pour défendre la société ouverte dans laquelle nous voulons continuer à vivre, pour défendre la démocratie et la dignité humaine.

Il nous faut maintenant serrer les rangs – privilégier ce qui nous unit plutôt que ce qui nous sépare. Par-delà les frontières et les clivages traditionnelles, il s'agit maintenant de nous rassembler.

Bien que les fonctions essentielles de la société suédoise semblent avoir opéré de manière satisfaisante pendant les journées qui ont suivi les attaques, il y a lieu d'étudier de plus près comment notre société est armée pour lutter contre le terrorisme international. Le gouvernement prendra des initiatives à cet effet.

\* \* \*

Madame la Présidente,

Permettez-moi aussi d'exprimer ma profonde compassion et celle du gouvernement à l'égard des jeunes et des familles qui ont été frappés hier par le terrible accident d'autobus survenu près de Sundsvall.

\* \* \*

Cette assemblée aura à prendre une série de décisions importantes au cours de l'année à venir.

Il nous faut consolider la position de pointe de la Suède en tant que société fondée sur la connaissance et la recherche. Nous devons renforcer la Suède en tant que société de bien-être, la première dans le monde pour l'égalité entre femmes et hommes. Il nous faut veiller à ce que la Suède reste à l'avant-garde du passage à un développement économiquement, socialement et écologiquement durable.

La mission primordiale de tout gouvernement social-démocrate est la lutte contre le chômage. Les objectifs fixés pour la réduction du chômage et pour l'emploi seront suivis avec attention.

Par suite du ralentissement de l'économie américaine, la conjoncture internationale s'était déjà dégradée avant les actes de terrorisme qui ont frappé les États-Unis. Il est trop tôt pour tirer des conclusions sûres quant aux répercussions de ces événements sur l'économie mondiale. L'appréciation formulée dans le projet de budget qui sera présenté jeudi est maintenue jusqu'à nouvel ordre. Mais si les événements débouchent sur une augmentation du chômage, le gouvernement n'hésitera pas à prendre de nouvelles mesures.

La Suède est mieux armée pour faire face aux tensions économiques en cas de dégradation de la conjoncture internationale. Les finances publiques sont solides, et excédentaires. L'inflation est faible et le taux d'emploi élevé. C'est à cela que visait la politique économique de ces dernières années : assurer une sécurité permettant d'éviter que les fluctuations conjoncturelles ne contraignent une nouvelle fois la population suédoise à supporter des mesures d'austérité de grande ampleur et des coupes sombres dans les régimes de protection sociale.

\* \* \*

La Suède doit être un pays de justice et de sécurité.

C'est dans la foi en l'être humain et en sa capacité de progresser dans la solidarité avec autrui que nous formons notre vision. Le choix n'est pas entre croissance et justice. Nous avons la conviction que le développement et l'égalité des chances se conditionnent mutuellement. Le développement est d'autant plus solide que tous ont la possibilité d'y contribuer, et que tous peuvent en recueillir les fruits.

Toute une série d'actions pour la croissance et la justice produisent maintenant leurs effets dans les écoles et les salles de classe, les hôpitaux et les centres de soins, les maisons pour personnes âgées et l'aide à domicile. Les améliorations sont aujourd'hui tangibles pour les ménages suédois.

Les enfants sont au premier rang de nos priorités. Leur droit à se livrer dans la sécurité au loisir, au jeu et aux activités récréatives – inscrit à l'article 31 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant – sera renforcé, de même que leur protection contre les violences et autres atteintes, conformément à l'article 19. Une délégation pour les accidents d'enfants sera constituée.

Au premier janvier de l'année prochaine, une redevance maximale sera mise en place dans les services préscolaires de la grande majorité des communes. Associée au relèvement des allocations familiales opéré ces dernières années, elle renforcera le budget des familles ayant charge d'enfants, et permettra à un plus grand nombre d'enfants d'accéder à l'éducation préscolaire. En 2003, l'éducation préscolaire sera généralisée et gratuite pour tous les enfants de 4 et 5 ans. Les jeunes parents bénéficieront d'une assurance parentale prolongée et améliorée.

L'effort spécial du gouvernement en faveur de l'école permettra de recruter davantage d'enseignants et d'autres catégories de personnel scolaire. Les effectifs des classes pourront être réduits. Le nouveau système d'aides aux études vient d'entrer en vigueur. Le volet allocation est accru et le revenu maximal autorisé sans incidence sur le montant de l'aide est fortement majoré.

Neuf milliards de couronnes seront utilisés pour améliorer les soins aux malades mentaux, étoffer les services de soins primaires et accroître la qualité de la prise en charge des personnes âgées. 3,7 milliards de couronnes supplémentaires sont débloqués pour écourter les listes d'attente et améliorer l'accès aux soins. Un plan d'action national pour combattre la toxicomanie sera présenté.

Le plafonnement des redevances de prise en charge des personnes âgées devrait entrer en vigueur l'été prochain. Un montant réservé leur permettra de conserver des ressources propres après le paiement de la redevance. Un plafonnement sera mis en place pour éviter à toutes les personnes de plus de 65 ans des frais dentaires trop

élevés. La majeure partie des retraités bénéficieront l'année prochaine d'un allègement fiscal spécifique.

Après Noël, l'abattement de base sera relevé dans la déclaration de revenus. À partir de l'année prochaine, les salariés bénéficieront d'une compensation correspondant aux trois quarts de leurs cotisations personnelles. Une réduction d'impôt sera instaurée pour les cotisations syndicales. Dans l'esprit de la réforme fiscale, le barème fiscal sera modifié de façon à ce que moins de contribuables aient à payer l'impôt d'État. L'impôt foncier sera abaissé.

L'assurance chômage a été améliorée cet été. Le plafond de revenus et le montant de base ont tous deux été relevés. Les assurés sont aujourd'hui plus nombreux à obtenir une indemnisation à 80 pour cent en cas de chômage. De nouvelles améliorations seront apportées l'année prochaine à l'assurance chômage si l'état des finances publiques le permet.

En décembre, le gouvernement présentera son projet de réforme de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles. Des mesures de grande ampleur seront prises pour résorber le chômage partiel. La garantie d'activité sera développée pour devenir un puissant instrument d'aide à l'emploi pour les chômeurs de longue durée et les personnes tributaires de l'aide sociale. Les efforts se poursuivent pour assurer un logement à tous et améliorer la situation des sans-logis.

Tout un train de mesures conjuguées doivent permettre d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé, réduire de moitié le nombre de personnes dépendantes de l'aide sociale entre 1999 et 2004.

La sécurité juridique doit être accrue. En octobre a été inaugurée l'école supérieure de police de Växjö. Nous sommes ainsi passés au cours de la législature d'une école supérieure de police à trois. Neuf cents nouveaux policiers seront formés

annuellement. La réforme de la police de proximité sera menée à bien. Les efforts des services pénitentiaires pour prévenir les récidives dans le domaine de la grande criminalité et de la toxicomanie doivent être intensifiés. La coopération policière internationale sera encore développée. La délinquance juvénile doit être traitée avec détermination, mais aussi avec l'accompagnement d'un soutien qui empêche les jeunes de s'enfoncer dans un mode de vie criminel. La protection des femmes exposées à des violences et des menaces sera intensifiée. L'aide aux victimes d'actes criminels, en particulier parmi les enfants et les jeunes, sera renforcée.

La dimension de l'égalité des chances est présente dans tous les aspects de la politique gouvernementale. Cela suppose une remise en cause des modes de pensée, des formes de travail et des normes établis. Le gouvernement présentera cet automne un manuel de méthodologie destiné à soutenir les efforts en vue de parvenir à l'égalité des chances dans tous les secteurs de la société.

\* \* \*

La Suède doit être un pays de cohésion et de développement.

Les routes, les chemins de fer, les voies navigables, les aéroports de notre pays doivent être améliorés. Un effort particulier est en cours pour remédier aux insuffisances criantes dans l'entretien des routes et des voies ferrées. Un programme concerté de modernisation des infrastructures sera présenté. 319 milliards de couronnes seront alloués à cet effet à compter de 2004.

Tout l'enseignement – du préscolaire à la formation des chercheurs – doit être de la plus haute qualité. Un effort spécial sera accompli pour garantir la qualité et assurer la formation permanente du personnel préscolaire.

L'action en vue d'assurer la qualité de l'enseignement de base va être intensifiée. Quatre mille enseignants de plus seront titularisés. L'enseignement de la langue maternelle sera renforcé. Tous les élèves doivent obtenir le soutien qui leur est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés en matière de connaissances. Les nouvelles ressources allouées à l'école doivent bénéficier en premier lieu aux élèves qui ont besoin d'améliorer leurs connaissances. Un plan de développement scolaire sera présenté. Une révision du second cycle secondaire et de la loi scolaire sera entreprise. Les écoles communales et les écoles privées doivent être placées sur un pied d'égalité. L'éducation ne doit pas être régie par des considérations de profit.

L'action en vue d'affirmer les valeurs fondamentales à l'école sera intensifiée. Une attitude démocratique ne peut se commander. Elle doit s'apprendre et se pratiquer dans les salles de classe. L'enseignement et le milieu scolaire doivent être pénétrés de l'importance de la tolérance, du respect et de la responsabilité.

Le renforcement de l'enseignement supérieur et l'amélioration du système d'aides aux études seront complétés par une action vigoureuse pour mettre fin aux disparités de recrutement à l'enseignement supérieur. L'objectif à long terme est de faire en sorte que 50 pour cent d'une classe d'âge aient entamé leurs études supérieures à l'âge de 25 ans.

L'énorme effort engagé au profit de la recherche suédoise se poursuit. L'objectif est de doubler dans les dix ans le nombre de diplômés du troisième cycle. La Suède doit conserver son rôle de premier plan dans le développement des biotechnologies. Le contrôle éthique de la recherche doit être mieux précisé ; le public devra disposer d'un droit de regard et d'une influence accrue.

Les actions liées aux contrats régionaux de croissance seront élargies. Certaines entreprises des régions de Suède les plus défavorisées au plan géographique bénéficieront d'allègements fiscaux. Nous aspirons à assurer à l'entrepreneuriat des

conditions équivalentes dans l'ensemble du pays. Dans certains cas, des interventions de l'État sont nécessaires pour faciliter l'approvisionnement en capital. Les fonds structurels de l'Union européenne apportent une contribution importante. Des initiatives seront prises en faveur du tourisme. L'enseignement à distance sera largement développé. Une Université en réseau sera créée.

Des règles de concurrence plus efficaces seront élaborées en prenant en compte l'optique des consommateurs. Un meilleur fonctionnement des marchés assure des prix moins élevés, une qualité accrue et un plus large choix de biens et de services. Les cartels seront combattus avec énergie. Une fusion de la Direction suédoise de la concurrence et de l'Administration suédoise de la protection des consommateurs est envisagée. Le gouvernement va prendre l'initiative d'une importante évaluation sans a priori des déréglementations et transformations radicales des activités publiques mises en œuvre ces dernières années.

La petite entreprise doit être encouragée. La mise au point d'un système de développement des compétences individuelles se poursuit. La promotion de l'exportation sera renforcée sur les marchés stratégiques et des efforts particuliers seront accomplis dans des secteurs d'avenir tels que les biotechnologies et les technologies de l'information et de la communication.

La protection sociale doit être d'une qualité élevée et uniforme dans l'ensemble du pays. Une large égalisation doit être assurée, dans un esprit de solidarité, entre les communes et conseils généraux de Suède. Des aides accrues seront allouées aux communes qui connaissent un déficit démographique particulièrement important, afin de garantir un service social de qualité. Le soutien financier à la restructuration des sociétés d'habitation municipales qui comptent un grand nombre d'appartements inoccupés est maintenu. L'implication de l'État en ce qui concerne les sociétés d'habitation des communes doit s'accroître.

Un développement soutenu dans l'ensemble du pays suppose que le développement des régions de croissance puisse se poursuivre. De meilleures solutions seront présentées pour la circulation dans les grandes zones urbaines. La politique nationale des grandes villes se poursuit. Il faut mettre fin à la ségrégation dans nos principales villes.

Il est indispensable d'accroître la construction de logements. Il faudra construire régulièrement au moins 25 000 logements par an pendant plusieurs années. Près de quatre milliards de couronnes seront investis dans la construction de logements sur les cinq prochaines années.

\* \* \*

Madame la Présidente,

Cet été, Gösta Berling a dansé la polska sur les planches de la grange-théâtre de Sunne. Le roi Lear a passé en revue sa vie et ses actes sous les étoiles, parmi les ruines de Gotland.

À Botkyrka, le populaire Cirkus Cirkör a monté ses tréteaux pour initier les jeunes de la commune aux arts du cirque.

Du nord au sud, des hommes et des femmes œuvrent dans des associations locales pour présenter et mieux faire connaître notre histoire contemporaine – le patrimoine culturel industriel.

Potions magiques, poste aux hiboux et épées enchantées captivent en ce moment une nouvelle génération de lecteurs.

Les ventes de livres sont plus fortes que depuis bien des années en Suède.

De jeunes cinéastes nous ont ramenés vers les banlieues, vers nos premières amours, les collectifs des années 70, et leur audience ne fait que croître.

La culture intéresse des couches sociales plus larges que jamais.  
Cette évolution réjouissante doit être encouragée.

Une aide accrue doit être accordée aux institutions musicales et théâtrales régionales, aux compagnies de théâtre et de danse indépendantes, ainsi qu'au Centre de promotion des arts et à l'organisation de promotion du théâtre Skådebanan. Les bibliothèques scolaires obtiendront des ressources accrues. La sauvegarde de l'environnement culturel sera renforcée. L'aide à la presse sera relevée, et une aide spéciale sera mise en place pour la distribution des quotidiens le samedi. Un soutien sera apporté à la mise en place d'une infrastructure pour le stylisme et le design. Les activités multiculturelles recevront un soutien particulier, de même que la langue et la culture de nos minorités nationales – Sames, Suédois de langue finnoise, Finnois du Tornedal, Roms (Tsiganes) et juifs. Un centre de restauration des films sera implanté à Grängesberg. La forte réduction de la TVA sur le livre doit profiter à tous les amateurs de livres de Suède.

Le gouvernement poursuit l'action entreprise depuis de nombreuses années dans le secteur de la culture. La raison en est simple.

Pour reprendre les termes d'un jeune lecteur de Kamratposten, l'un des grands journaux suédois pour l'enfance et la jeunesse :

"L'imagination est ce qu'il y a de plus important si on veut vivre heureux. Elle nous rend plus intelligents, plus intéressants, et nous fait mieux comprendre les problèmes du monde. »

\* \* \*

La volonté de travail de chaque individu est le principal atout de la nation. Le savoir et la créativité de tous doivent être mis à profit. Toute discrimination sur le marché du travail doit cesser. Les moyens techniques permettant d'aménager les postes de travail des personnes handicapées doivent être pleinement exploités.

Une vie professionnelle moderne est indissociable d'une adaptation à la situation et aux conditions de chaque individu. Le stress doit diminuer. L'influence que peuvent exercer les salariés sur leur conditions de travail, sur le temps de travail doit augmenter. L'emploi à temps plein doit être la norme, le temps partiel une possibilité. Chaque femme, chaque homme doit avoir droit à un travail lui permettant de pourvoir à ses besoins. Le temps partiel contraint et les emplois temporaires doivent être contrecarrés, la discrimination salariale combattue.

Des objectifs nationaux sur l'amélioration de la santé au travail seront élaborés. Le modèle des bilans sanitaires sera mis à l'essai pour parvenir à une vie au travail plus saine. L'action traditionnelle pour améliorer le cadre de travail sera renforcée. L'augmentation constante du nombre des arrêts de travail de durée toujours plus longue devra être enrayée. De fortes incitations économiques devront pousser les employeurs à s'engager davantage en faveur des conditions de travail et de l'action de prévention et de rééducation. Le gouvernement conviera les partenaires sociaux à des entretiens et une coopération dont l'objectif sera de remédier aux problèmes de santé.

Le secteur public doit faire figure d'exemple pour la mise en place d'un cadre de travail plus humain. La Suède a besoin d'un plus grand nombre de travailleurs sociaux. Les conditions de travail devront s'améliorer sensiblement dans le secteur de la protection sociale afin que les jeunes soient beaucoup plus nombreux à vouloir y travailler.

\* \* \*

Madame la Présidente,

Ce n'est pas uniquement aux plans économique et social que la Suède doit connaître un développement durable. Nous devons aussi édifier une société écologiquement durable.

Une croissance reposant sur des méthodes qui minent la santé publique et la qualité de la vie, détruisent l'environnement et appauvrissent les ressources naturelles n'a rien d'une véritable croissance – les coûts humains, écologiques et sociaux à long terme dépassent les bénéfices économiques à court terme.

Le lien étroit unissant la santé et l'environnement sera particulièrement souligné. Des mesures énergiques seront prises à l'encontre des produits chimiques nocifs. Des initiatives seront engagées pour améliorer la qualité de l'environnement intérieur. L'air et les matériaux de construction ne doivent constituer un risque pour notre santé ni dans nos logements, ni sur les lieux de travail, ni dans les établissements scolaires et préscolaires.

Les denrées alimentaires doivent être produites de manière à la fois sûre, durable et conforme à l'éthique. La Suède doit s'engager énergiquement en faveur d'une réforme de la politique agricole commune européenne. Le bien-être des animaux sera renforcé, une administration chargée de la protection animale sera mise en place.

La biodiversité du milieu marin ainsi que des terres agricoles boisées et cultivées sera garantie. Certaines régions naturelles, certaines variétés et certains habitats particulièrement intéressants seront protégés de manière durable.

La politique climatique se verra accorder la priorité des priorités, tant au plan national que dans le cadre de la coopération internationale offerte par l'UE et les Nations Unies. Les émissions de gaz de serre devront diminuer en Suède. Le protocole de

Kyoto sera ratifié. La préparation de l'important sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra l'année prochaine à Johannesburg est en cours. S'inscrivant dans le cadre des mesures visant à soutenir la politique climatique, le passage à une fiscalité verte se poursuit. Les taxes sur les émissions de dioxyde de carbone et la consommation électrique seront relevés tandis que les impôts sur le travail seront abaissés.

La promotion des sources d'énergie renouvelables, d'une utilisation plus efficace de l'énergie et des ressources naturelles s'effectuera au moyen d'instruments nouveaux, plus près des préoccupations du marché. La Suède continuera de participer activement au développement du marché intérieur européen de l'énergie, notamment dans l'espace nordique et dans la région de la Baltique. La deuxième tranche de la centrale nucléaire de Barsebäck fermera dès qu'auront été remplies les conditions posées par le Riksdag, ce qui, selon le gouvernement, devrait intervenir au plus tard d'ici à la fin de l'année 2003.

\* \* \*

Madame la Présidente,

Il y a 40 ans jour pour jour, l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Dag Hammarskiöld, disparaissait dans l'exercice de sa mission, au service du droit de tous les êtres humains à vivre dans la paix et la liberté. Aujourd'hui encore, son souvenir continue d'inspirer notre ferme engagement en faveur d'un monde libéré de la guerre et de l'oppression.

La Suède doit jouer un rôle moteur dans l'action pour la justice dans le monde.

Le développement ne sera durable que lorsque tous les États, tous les peuples en percevront leur part. Si le bien-être général de la planète n'arrête de croître, le fossé

entre les riches et les pauvres ne cesse parallèlement d'augmenter. La démocratie, le bien-être et les droits de l'homme doivent profiter à tous. Des potentialités accrues sont inséparables de responsabilités accrues. Les gouvernements du monde se sont engagés à réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015.

La politique suédoise pour le développement dans le monde sera renforcée. L'aide au développement se rapporte de l'objectif d'un pour cent fixé. L'action visant à alléger la dette des pays pauvres sera poursuivie. Un soutien substantiel sera fourni au nouveau Fonds mondial pour le sida et la santé des Nations Unies.

Un libre-échange ouvert, reposant sur des règles du jeu préalablement définies, est le meilleur instrument qui soit pour parvenir à un développement durable et diffuser le progrès économique. La Suède œuvre pour faire en sorte que l'Organisation mondiale du commerce puisse engager en novembre des négociations dans lesquelles l'accent sera mis sur les besoins des pays en développement.

Les travaux relatifs à la stratégie suédoise de « globalisation » seront poursuivis. Des contrepoids démocratiques s'imposent. Des mesures susceptibles de mettre sur pied un système financier international solide doivent être envisagées, de préférence dans le cadre de l'Union ou de tout autre système international de coopération.

Le gouvernement s'emploiera, dans toutes les enceintes internationales et en coopération avec les forces progressistes, à faire en sorte que le monde évolue dans le sens d'une justice internationale accrue.

Le rôle et les tâches des Nations Unies grandissent. À une époque de forte internationalisation et de mobilité accrue, le besoin d'un fond de valeurs communes se fait de plus en plus sentir. L'ONU et son Conseil de sécurité sont globalement responsables du respect de la paix internationale et des droits de l'homme. La Suède contribuera par tous les moyens à ce que les Nations Unies se fassent respecter de

tous les États, fonctionnent de manière efficace et se voient doter des moyens dont elles ont besoin.

La présidence suédoise de l'Union a été un succès et a débouché sur une meilleure connaissance de la coopération européenne en Suède. Il faut encourager un large débat populaire sur l'avenir de la coopération au sein de l'Union. Fort des décisions prises notamment au Sommet européen de Stockholm, le gouvernement souhaite contribuer aux réformes économiques et au plein-emploi en Europe. Il est dans l'intérêt de la Suède que l'introduction des billets et pièces en euro soit un succès. La coopération européenne en matière juridique s'intensifiera. Dans le cadre d'une coopération européenne, la Suède doit avoir une politique d'asile et de migrations généreuse et humaine.

Avec l'élargissement de l'Union européenne, l'intégration de la Russie dans la coopération européenne, nous saisissons notre chance historique de mettre un point final à la division Est Ouest de l'Europe. Le gouvernement œuvrera pour que l'élargissement se réalise selon le calendrier établi lors du sommet européen de Göteborg. Le commerce, l'aide au développement et la gestion de crise devront être des volets importants du développement ultérieur de la politique étrangère et de sécurité commune.

La cohésion devra être renforcée dans notre environnement proche, dans l'espace nordique et dans la région de la Baltique. Assumant la présidence du Conseil euro-arctique de la mer de Barents de 2001 à 2003, la Suède mettra l'accent sur le développement d'une région à la fois immense et riche.

La ligne suédoise en matière de politique de sécurité, non-participation aux alliances militaires permettant la neutralité en cas de conflit dans notre environnement proche, nous a été bénéfique. Les événements récents montrent une nouvelle fois que les menaces contre notre sécurité peuvent prendre des formes multiples.

Le gouvernement recherche un large ralliement à la ligne suédoise en matière de politique de sécurité sur la base de la non-participation aux alliances militaires. Les entretiens constructifs avec les représentants des partis parlementaires au sujet de la formulation de cette ligne se poursuivent.

La réforme de la défense totale se poursuit. Le service obligatoire effectué dans le cadre de la défense totale sera modernisée.

\* \* \*

Cette année, le suffrage universel et égal fête ses 80 ans.

Un individu, un voix – voilà sur quoi se fonde l'idée de démocratie.

Elle repose sur le principe de l'égalité de tous les êtres humains, l'inviolabilité de chaque être humain.

C'est l'idée la plus noble et la plus belle de notre temps.

Les actes de terrorisme aux États-Unis nous font une fois de plus prendre une conscience accrue de cette vérité :

La démocratie n'est jamais acquise.

Elle est sans cesse à reconquérir.

Le gouvernement poursuit son action en vue de diffuser les connaissances, d'encourager la recherche et de perpétuer la mémoire de l'Holocauste dans l'intention de renforcer la démocratie et la dignité humaine. Le souvenir de l'Holocauste n'est pas seulement un moyen de tirer les enseignements des pages sombres de l'histoire.

L'histoire est également porteuse des bons exemples dont nous avons besoin dans notre activité quotidienne pour consolider la démocratie.

Pour les efforts infatigables qu'il a déployés en faveur de la dignité humaine, Raoul Wallenberg est l'un de ces exemples et mérite de rester pour toujours dans nos mémoires. Le gouvernement nommera en place une commission d'enquête chargée d'examiner la conduite de la direction des affaires étrangères dans l'affaire Raoul Wallenberg.

Un nouvel organisme – le Forum pour une histoire vivante – sera créé à Stockholm en 2003. Prenant l'Holocauste pour point de départ, il sera chargé de questions liées à la démocratie, à la tolérance et aux droits de l'homme. Ce nouvel organisme, qui aura son siège à Stockholm, exercera ses activités dans l'ensemble du pays.

La conférence intergouvernementale annuelle « Stockholm International Forum », s'est tenue en janvier dernier sur le thème « Pour combattre l'intolérance ». Elle a constitué une mobilisation internationale pour accroître la capacité de lutte contre les forces antidémocratiques et l'intolérance sous toutes ses formes. Avec une nouvelle conférence internationale au premier semestre 2002, le gouvernement poursuit la mobilisation visant à lutter contre les conflits ethniques et prévenir les génocides dans l'avenir.

Madame la Présidente,

L'égalité de tous les êtres humains est inscrite dans les conventions internationales et les lois nationales partout dans le monde. Mais l'essentiel ne relève pas de la législation.

C'est nous-mêmes qui constituons la démocratie.

C'est de la rencontre entre les hommes que naît la force de la démocratie.

La démocratie ne confère jamais que des droits. Elle implique aussi des devoirs.

Elle exige de chacun de nous de ne jamais opter pour l'indifférence ou l'oubli.

Elle exige de chacun de nous une prise de position active.